



PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA
Governo Fernando Henrique Cardoso

BRÉSIL: DES RÉFORMES À LA CROISSANCE

BRASÍLIA
1996

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA
Governo Fernando Henrique Cardoso

**BRÉSIL:
DES RÉFORMES
À LA CROISSANCE**

BRASÍLIA
1996

Brasil, *Presidente* (1995 - : F.H. Cardoso).

Brésil: des réformes à la croissance / Fernando Henrique Cardoso. — Brasília : Presidência da República, Secretaria de Comunicação Social, Ministério da Fazenda, Ministério do Planejamento e Orçamento, 1996.

48p. il. — (Documentos da Presidência da República.)

1. Desenvolvimento econômico — Brasil. 2. Política econômica — Brasil. I. Cardoso, Fernando Henrique, 1931- . II. Título. III Série.

CDD 338.981

Table des Matières

Introduction • 5

1. Résultats de l'économie en 1995 • 8

Baisse de l'inflation • 8

Le pouvoir d'achat a augmenté • 8

Croissance économique • 10

2. Les Réformes • 14

3. Les Résultats dans le domaine social • 16

4. Stabilité et Direction • 20

5. Commerce Extérieur • 22

6. Que veut-on pour 1996? • 27

Que faut-il faire? • 27

Réforme de l'État • 28

Réforme du système de Sécurité Sociale • 29

Quelle sont les raisons du déficit? • 30

Réforme administrative • 31

Réforme de la Sécurité Sociale • 32

Réforme fiscale • 32

Poursuivre la réforme de l'État • 33

Quels résultats attend-on? • 38

Croissance soutenue •	38
Génération d'emplois •	39
Augmentation des dépenses sociales •	40
Conclusión •	41
Annexe •	43
Reduction du "Coût Brésil" •	43
1) Dégrèvement fiscal •	43
2) Réduction du coût de la main d'oeuvre •	44
3) Amélioration de l'infrastructure •	45
4) Adéquation du système financier •	46
5) Déréglementation •	47

BRÉSIL: DES RÉFORMES À LA CROISSANCE*

INTRODUCTION

Avec 8,5 millions de kilomètres carrés et plus de 150 millions d'habitants, le Brésil dont le PIB dépasse les 500 milliards de dollars, occupe une place prépondérante en Amérique Latine.

BRÉSIL ET PAYS SELECTIONNES SURFACE, POPULATION ET PIB (1994)

Pays	Surface mille (km ²)	Population (millions)	PIB (US\$ milliards)
Argentine	2.777	34,18	281,9
BRÉSIL	8.547	153,7	528,3
Chili	757	13,99	52,2
Colombie	1.142	34,52	66,4
Mexique	1.958	93,01	377,1
Pérou	1.285	23,09	50,0
Uruguay	176	3,17	15,5
Venezuela	912	21,18	58,6

Source : Banque Centrale/IMF/J.P. Morgan.

(*) Version éditée de la présentation faite par le Président Fernando Henrique Cardoso aux journalistes, le 17 janvier, 1996, au Palácio do Planalto.

Aujourd'hui le taux de croissance du PIB brésilien est supérieur à la moyenne mondiale et supérieur aussi au taux de croissance de plusieurs pays développés. Pendant la dernière décennie et au début des années 90 les chiffres étaient inférieurs.

**TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB (1870/1994)
PAYS SELECTIONNES**

Pays	Moyenne annuelle (%)
BRÉSIL	4,2
Japon	3,8
USA	3,3
Mexique	3,2
Allemagne	2,8

Source: Banque Mondiale

■ La croissance du PIB brésilien a dépassé la croissance moyenne du PIB de l'Amérique Latine des dernières 45 années.

**TAUX DE CROISSANCE DU PIB (1950/94)
AMÉRIQUE LATINE**

Pays	Moyenne annuelle (%) 1950-1994
BRÉSIL	5,6
AMÉRIQUE LATINE sauf Brésil*	3,6
TOTAL AMÉRIQUE LATINE*	4,1

(*) Pour 1960/94, y compris les Caraïbes.

Source: Banque Mondiale

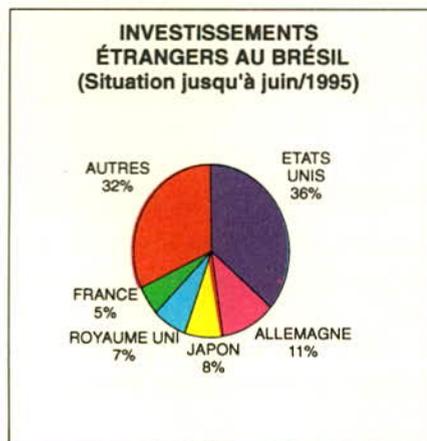
■ L'économie brésilienne est diversifiée et intégrée comme celle de la moyenne des pays développés:

PIB — PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE — 1991 (%)

	Brésil	Pays développés	Pays en voie de développement
Agriculture	10,6	2.4	17,0
Industrie	35,9	26.2	27,5
Services	53,6	65.3	48,1
Construction	6,5	6.1	7,4

Source: CNUCED/FIBGE

■ La base industrielle est solide, avec participation significative de capitaux étrangers.



Investissements étrangers au Brésil (Situation jusqu'à juin/1995) (en US\$ milliards)

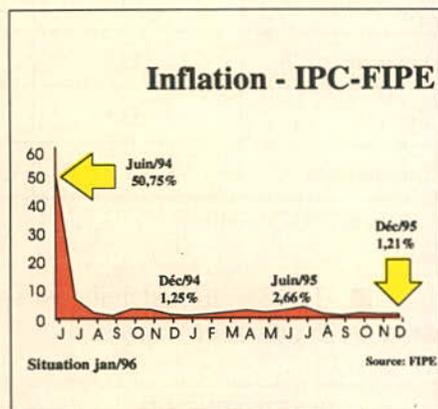
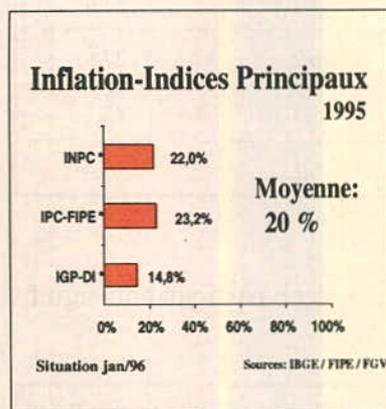
États Unis	35,9
Allemagne	10,9
Japon	7,6
Royaume Uni	7,2
France	5,1
Autres	32,1
Total	98,8

Source: Banque Centrale

1. RÉSULTATS DE L'ÉCONOMIE EN 1995

Baisse de l'inflation

En 1995, il y a eu une chute significative du taux d'inflation. Quelque soit l'indicateur utilisé, l'inflation est d'environ 20% par an. Avant le Plan Real, elle était d'environ 50% par mois. Les chiffres de 1995 sont les plus bas depuis le commencement des années soixante-dix. L'inflation en 1996 devra être inférieure à celle de 1995, de même que celle de 1997 devra être inférieure à celle de 1996.



(*)- Indice national des prix à la consommation — 22,0%

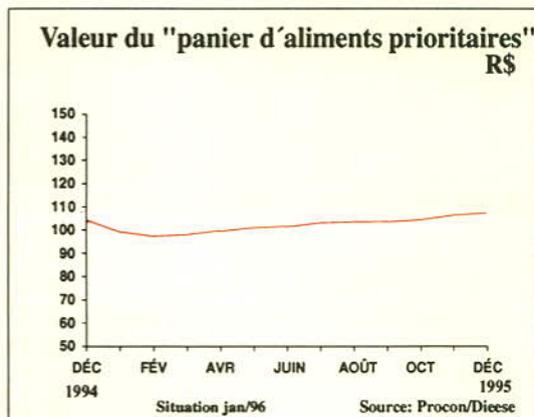
Indice de prix à la consommation (Fondation-Institut de Recherches Economiques) — 23,2%

Indice Général des Prix — 14,8%

Le pouvoir d'achat a augmenté

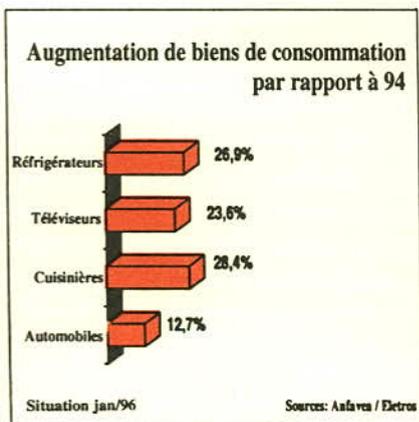
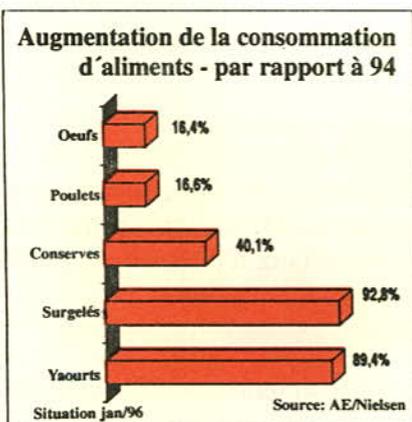
Avec la croissance de l'économie, il y a eu en 1995 une augmentation du pouvoir d'achat, en particulier pour les salariés les plus pauvres. Le "panier d'aliments", composé d'un ensemble de denrées de première nécessité, de juillet 94 à aujourd'hui, n'a augmenté que de R\$ 3,00* (en 1995, il n'a pratiquement pas bougé).

(*) Real — la monnaie brésilienne.



La consommation de certaines denrées a augmenté de 30%. Celle des oeufs, un 16%; celle de poulets, un 16%; celle de conserves, un 40%; de surgelés, un 90%; d'yaourts, un 89%. Ces données révèlent une plus grande consommation de protéines. Les Brésiliens mangent plus et mieux.

Il y a eu également une augmentation de biens de consommation: réfrigérateurs, environ 27%; téléviseurs, 23%; cuisinières, 28%; automobiles, 12%.



La consommation d'aliments par habitant a crû tout au long des années 90, et ce pour la plupart des aliments de base.

CONSOMMATION PER CAPITA D'ALIMENTS — BRÉSIL

(kg/hab)

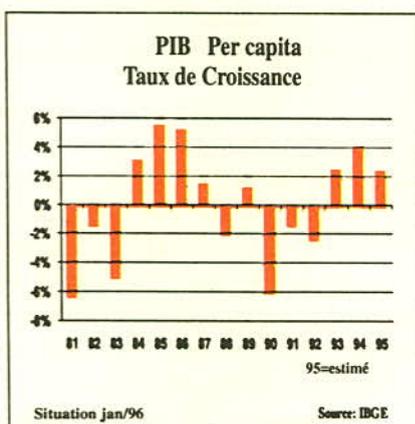
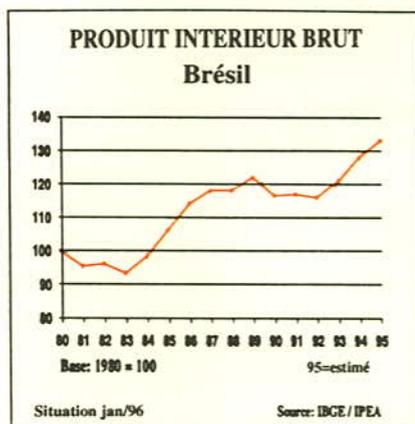
	Riz	Haricots	Maïs	Blé	Viandes
1990	76,0	16,4	171,4	51,2	49,9
1991	76,3	17,9	171,9	51,3	52,1
1992	75,9	18,7	190,8	49,9	51,3
1993	75,5	18,4	203,0	51,8	53,0
1994	75,2	20,8	213,0	49,6	54,3
1995	75,9	21,1	227,8	54,1	59,4

Source: Compagnie Nationale d'Aliments du Brésil/Institut Brésilien de Géographie et Statistiques

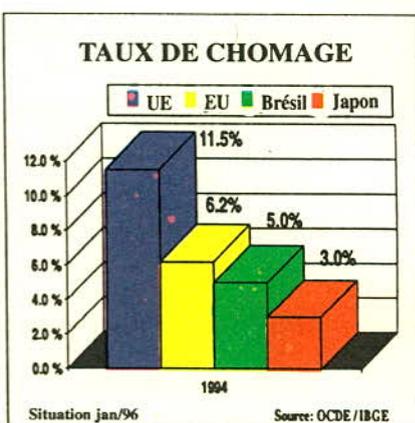
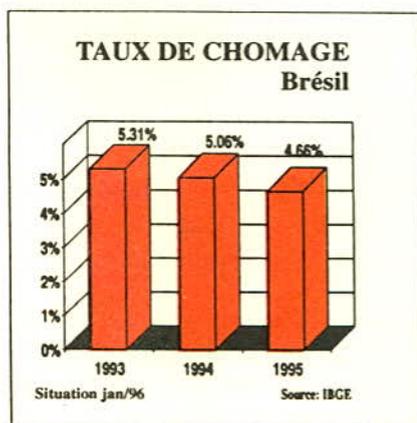
Croissance économique

Depuis 1993 l'économie s'est développée. Le taux de croissance a été de 4,2% en 1993, de 5,7% en 1994 et de 4,2% en 1995. La croissance du PIB prévue pour 1996 est de 4,0%. Nous devons avoir six ans de croissance continue entre 1993 et 1998, après avoir vécu une baisse du revenu par habitant et un taux d'inflation de 1000% l'an, entre 1990 et 1992.

Le PIB par habitant a également augmenté en 1995, de 2,54%. Le taux de croissance de la population a été d'environ 1,4%.



Avec l'instauration du Real, la consommation a connu une expansion et la croissance de l'économie s'est accélérée. Le numéro de postes de travail augmenta. Au début de 1995, avec la crise du Mexique et le réchauffement de l'économie, des mesures d'accompagnement sont devenues nécessaires pour contrôler la croissance. Le niveau de l'emploi a alors baissé, mais le taux de chômage de 1995 reste inférieur à celui de 1994. Il est aussi l'un des plus bas de l'histoire récente du pays.



Le taux de chômage au Brésil est inférieur aux taux de la plupart des pays développés.

Le phénomène de l'emploi au Brésil doit être analysé globalement et non selon les différentes régions ou secteurs économiques du pays. En 1995, le niveau d'emploi a augmenté dans les services et dans le secteur rural. Mais l'offre d'emploi a diminué dans certains secteurs industriels. En moyenne, le taux de chômage n'a pas augmenté. Cependant, ceux qui perdent un emploi dans un secteur ne trouvent pas nécessairement du travail dans un autre. Le gouvernement doit donc, non seulement, créer de nouveaux emplois, mais s'occuper de la formation professionnelle des chômeurs. C'est ainsi que R\$ 44,4 millions ont été dépensés en 1995 pour le Programme National de Qualification Professionnelle, qui a aidé à former 222.059 ouvriers; c'est à dire, plus de deux fois et demie le numéro de 1994 (90.000). D'autre part, en 1996, un million d'emplois avec un investissement de R\$ 290 millions, dans le cadre des Plans des Etats et aussi avec un investissement de R\$ 100 millions dans le cadre de l'Agence pour le Financement de Projets et d'Etudes (*FINEP*) du Ministère de la Science et de la Technologie doivent être créés.

Concernant l'emploi et le salaire en 1995, ajoutons que;

- les revenus réels moyens, ont augmenté de 13% en 1995, contre une croissance de 5,4% en 1994 (source: Institut Brésilien de Géographie et Statistiques);
- le SMIG a augmenté de 54% (il est passé de R\$ 64,79 en juillet 1994, à R\$ 100,00 en mai 1995);
- le Programme assurance-chômage a aidé environ 4 millions d'ouvriers, utilisant, jusqu'à novembre 1995, R\$ 1,6 milliard;
- le Programme de Surveillance du Travail Esclave et des Enfants, a été implanté. En 1995, au cours de onze opérations de surveillance, 849 procès-verbaux d'infraction ont été dressés. Quatre sociétés ont été fermées, 83 ouvriers

ont été retirés d'établissements ruraux et douze responsables de la main d'oeuvre illégale ont été arrêtés.

Les réserves internationales étaient de US\$ 38,8 milliards en décembre 1994, ce qui représente une croissance de 20,5% par rapport à 1993. Elles ont diminué au début de 1995, à cause de la crise mexicaine et des déficits commerciaux de cette période. En décembre 1995 elles avaient atteint un total de US\$ 51,8 milliards, ce qui correspond à 12,5 mois d'importations. Cette croissance montre la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie brésilienne.

**RESERVES INTERNATIONALES DE LA
BANQUE CENTRALE DU BRESIL(en real — monnaie brésilienne)**

Fin de période	Liquidité internationale	
	Position	Mois d'importation de biens
1980	6,913	3.6
1981	7,507	4.1
1982	3,994	2.5
1983	4,563	3.5
1984	11,995	10.3
1985	10,482	9.6
1986	6,760	5.8
1987	7,458	5.9
1988	9,140	7.5
1989	9,679	6.4
1990	9,973	5.8
1991	9,406	5.4
1992	23,754	13.9
1993	32,211	15.3
1994	38,806	14.1
1995	51,840	12.5

Source: Banque Centrale du Brésil

2. LES RÉFORMES

Le profil de l'Etat commence à changer. Il ne joue plus un rôle de propriétaire, mais celui de contrôleur. Cela ne signifie pas que l'Etat va se défaire de tout son patrimoine. Cependant, l'Etat qui était propriétaire d'entreprises rentables dans différents secteurs de l'économie, va avoir maintenant, les fonctions de contrôleur et surveillant. L'Etat doit réaménager sa structure et les changements sont en cours. Il faut modifier les mentalités, il faut convaincre et montrer les nouvelles réalités.

Avec la modernisation déjà en marche, l'économie brésilienne reçoit un volume d'investissements plus important pour assurer plus d'emplois et de meilleurs services.

AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS APPROUVÉS

Amendements constitutionnels	Sujet	Promulgation
Gaz	Rend le monopole d'Etat plus flexible, permettant la participation d'entreprises privées aux services de distribution.	A.C. n° 5, du 15-août-95
Définition d'entreprise brésilienne	Après l'approbation de l'amendement, toute société installée dans le pays est considérée comme entreprise brésilienne, indépendamment de l'origine du capital.	A.C. n° 6, du 15-août-95
Fin du monopole du pétrole	L'Union Fédérale pourra signer des contrats avec des entreprises privées aboutissant à des activités de recherche et d'exploitation de pétrole et gaz naturel.	A.C. n° 9, du 9-novembre-95
Navigation intérieure et de cabotage	Fin de la réserve de marché pour les entreprises nationales.	A.C. n° 7, du 15-août-95
Assouplissement du monopole des télécommunications	L'Union Fédérale pourra, moyennant concession, accepter la participation des entreprises privées dans l'exploitation des services téléphoniques, télégraphiques et de communication.	A.C. n° 8, du 15-août-95

L'élaboration des projets de loi complémentaires au texte constitutionnel est en cours. Il est important de souligner que dans beaucoup de domaines des lois complémentaires ne sont pas nécessaires. Mais rappelons que des projets de loi sont déjà au Congrès pour être votés (le pétrole) ou vont y être acheminés (ceux qui concernent le cabotage, par exemple). En ce qui concerne les communications, les projets de loi sont déjà au Sénat.

Des réformes constitutionnelles ont déjà été approuvées, d'autres ont été soumises au Congrès National. Le but de ces réformes est d'arriver à une plus grande décentralisation et de réduire le poids de l'Etat dans l'économie. Il s'agit non seulement d'assurer un meilleur fonctionnement dans la sphère économique, mais de rendre possible une nouvelle politique sociale.

Amendements Constitutionnels	Changements proposés
Réforme du système de sécurité sociale	Propose la fin de la retraite intégrale des fonctionnaires de l'Etat et de la retraite par temps de service.
Réforme fiscale	Réunit l'impôt sur les produits industrialisés et l'impôt sur la circulation de marchandises, modifie l'impôt sur le revenu des personnes juridiques, transfère l'impôt territorial rural aux Etats fédéraux.
Réforme administrative	Met fin à la stabilité dans la fonction publique, règle les salaires du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, interdit la grève pour les services essentiels, met fin au régime juridique unique.
Réforme de l'organisation des pouvoirs	Donne au pouvoir exécutif la prérogative sur les structures des ministères et des organismes administratifs.

3. LES RÉSULTATS DANS LE DOMAINE SOCIAL

La nouvelle politique sociale doit :

- a) rendre efficaces les dépenses sociales;
- b) augmenter les opportunités offertes;
- c) donner la priorité aux couches sociales plus basses, multiplier les options concernant l'éducation élémentaire, l'enseignement professionnel, la lutte contre la mortalité infantile et enfin assainissement et multiplication des HLM (Habitation à Loyer Modéré).

Les premiers résultats de la nouvelle politique sociale ont apparu déjà en 1995, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation, comme nous verrons ci-dessous. Il faut également souligner le programme "Communauté Solidaire" qui reçoit l'appui de plusieurs secteurs de la société. Ce programme permet une libération plus rapide de ressources des ministères et permet aussi à ceux-ci de surveiller les actions qui ont un véritable impact social, surtout auprès des collectivités les plus pauvres (matériel nécessaire à l'élève et au professeur, transport scolaire, goûter gratuit à l'école, lutte contre la mortalité infantile). Le projet le plus récent, "Université Solidaire", a permis à mille étudiants universitaires de prêter assistance et d'orienter la population la plus pauvre, y compris dans le domaine de la santé et d'améliorer ainsi la situation sociale de ces communautés.

Dans ce même domaine de la santé, il faut rappeler :

- qu'en 1995, les dépenses ont doublé par rapport à 1993, atteignant R\$ 15,8 milliards. Le but du Plan de Gouvernement, qui était de dépenser à la fin des quatre années de mandat, R\$ 80 annuels par habitant pour la santé, a été dépassé;
- que le Programme "Agents Communautaires de Santé" comptait, en 1994, 29.098 de ces agents. En 1995 ils étaient

34.746. Le programme est à présent instauré dans 1.008 municipalités. Il est un instrument important dans le combat contre la mortalité infantile et dans le domaine de la médecine préventive;

- que le nombre d'hôpitaux reconnus comme "Hôpitaux amis de l'enfant", a doublé. Il y en avait 11 en 1994 et 22 en 1995;
- le nombre de municipalités ayant droit au Programme de supplément alimentaire "Le lait est Santé" est passé de 120 en 1994 à 910 en 1995;
- le Programme "Santé de la Famille" couvre maintenant 177 municipalités, contre 65 en 1994;
- le Programme National d'Immunisation a permis que soit maintenue l'éradication de la poliomyélite et a contribué à une sensible réduction des cas de diphtérie, tétanos accidentel, coqueluche et rougeole; il a diminué de 50% les cas de tétanos néonatal, déjà proche de l'éradication;

Dans le domaine de l'éducation, il faut souligner la priorité donnée à l'enseignement élémentaire. Le projet d'amendement constitutionnel envoyé au Congrès le 15 octobre 1995 prévoit:

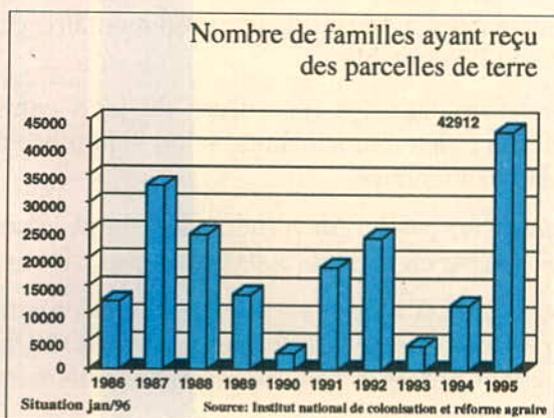
- le versement de 15% de la recette fiscale des Etats et des municipalités à l'enseignement élémentaire et formation d'un fond comptable;
- la redistribution des ressources du fond entre les Etats fédéraux et les municipalités, selon le nombre d'élèves du réseau élémentaire;
- la garantie, par le gouvernement fédéral, d'une dépense minimum par élève de R\$ 300,00 au moins par an et par élève;
- la remise de 60% de ces ressources au paiement du professeur en exercice. Avec ce projet, environ R\$ 12 milliards par an seront versés à l'enseignement élémentaire de façon permanente.

En 1995, a été créée l'école à la télévision, une chaîne exclusive, via satellite. Chaque école publique ayant plus de 100 élèves recevra des fonds pour l'acquisition d'un poste de télévision, d'un magnétoscope et d'une antenne parabolique pour la réception des émissions de l'école par télévision. En 1995, les ressources transférées ont répondu aux besoins de plus de 40 mille écoles, bénéficiant plus de 23 millions d'élèves.

Le Programme National du "Livre texte" a distribué 110 millions de livres, pour les 30 millions d'élèves de la CE1 à la troisième. La qualité des livres a été améliorée, afin d'éviter des éléments de discrimination et de vérifier leur adéquation aux programmes.

Le Programme National d'Alimentation Scolaire (goûter gratuit) a reçu, en 1995, des ressources de R\$ 660 millions — chiffre supérieur à celui de l'UNESCO pour ses programmes dans le monde entier (US\$ 518 millions). Près de 6 milliards de repas ont été servis à 34 millions d'enfants. A présent toutes les 4.986 municipalités du pays sont couvertes par ce programme.

En 1995 dans le cadre de la réforme agraire, 42.000 familles ont reçu des parcelles de terre. En 1996 le but est de donner de la terre à près de 60000 familles.



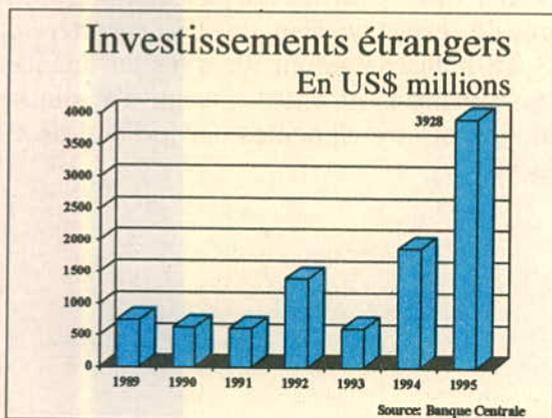
Le Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale, PRONAF, prêtera de l'assistance aux familles rurales les plus pauvres, parce qu'il ne suffit pas de leur donner de la terre, il faut aussi offrir des conditions de survie à la campagne. Le gouvernement, grâce à un accord signé avec la Confédération Nationale des Ouvriers Agricoles, CONTAG, rendra disponibles des ressources pour les établissements ruraux issus de la réforme agraire.

Le TR (taux de référence) a été remplacé par de nouveaux financements. Les dettes accumulées (échues ou à échoir), ont obtenu une période de grâce de deux ans et des échéances jusqu'à dix ans pour le remboursement. Cela a bénéficié près de 230 mille agriculteurs.

La Caisse Fédérale d'Épargne et la Banque du Brésil renouvellent leurs structures pour les adapter aux nouvelles directives sociales, libres de l'esprit de clientèle et du caractère d'assistance. En 1996, R\$ 3,8 milliards seront réservés au financement de la construction de maisons et à des travaux d'assainissement, ces financements devant être alimentés par le Fond de Garantie par Temps de Service.

4. STABILITÉ ET DIRECTION

Le Real a rendu l'économie prévisible et stable. En même temps, les alliances politiques ont permis une stabilité administrative et un soutien politique aux réformes. Le Brésil a trouvé sa voie et a repris confiance. La société soutient activement la lutte contre l'inflation, l'ouverture de l'économie et les réformes. Le Gouvernement a retrouvé la capacité de planification. Le Plan Pluriannuel (PPA) 1996-1999 indique les domaines et les sommes à investir. Les entrepreneurs peuvent à nouveau prévoir leurs investissements et les investisseurs étrangers reviennent au Brésil.



Les investissements étrangers directs, selon les estimatives de la Banque Centrale, ont atteint US\$ 3,9 milliards en 1995, résultat qui reflète une croissance supérieure à 282% par rapport à la moyenne de la période 1990-94 (US\$ 1,03 milliard). La stabilité économique, le traitement de non-discrimination vis-à-vis des capitaux étrangers, la transparence et la prévisibilité institutionnelles expliquent la croissance de l'investissement direct en 1995.

En 1996, les investissements étrangers directs devront croître d'avantage. Le plus large accès au marché brésilien représente ici un élément central. Il a été rendu possible grâce aux réformes constitutionnelles, à la loi sur les Concessions des Services Publiques, à l'autorisation donnée par le Pouvoir Exécutif d'augmenter la participation des personnes physiques ou juridiques résidentes ou domiciliées à l'étranger au capital des institutions financières nationales.

Un autre élément clef dans ce processus d'appel à l'investissement étranger est l'élargissement de l'espace économique, grâce à la consolidation du MERCOSUD depuis 1995. L'inauguration de l'union douanière, le 1er janvier 1995, réunissant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, a créé un marché de 200 millions de consommateurs potentiels et un Produit Intérieur Brut d'environ US\$ 830 milliards. Le total du commerce brésilien avec les autres membres du MERCOSUD, qui était d'environ US\$ 3,5 milliards en 1990, a atteint le chiffre de US\$ 123 milliards en 1995.

5. COMMERCE EXTÉRIEUR

La valeur totale du commerce extérieur brésilien a été de US\$ 96,12 milliards en 1995, un record. Ce résultat représente une expansion de près de 60% par rapport au courant de commerce moyen de la période 90-94 (US\$ 60,41 milliards).

COMMERCE EXTERIEUR BRESILIEN 90/95

(US\$ milliards)

Année	Exportations	Importations	Total
1990	31,41	20,66	52,07
1991	31,62	21,04	52,66
1992	35,86	20,55	56,42
1993	38,60	25,48	64,28
1994	43,54	33,10	76,65
1995	46,50	49,70	96,20

Source : Secrétariat au Commerce Extérieur / Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Les importations brésiliennes ont atteint US\$ 49,70 milliards en 1995, ce qui représente une croissance d'environ 105% par rapport à la moyenne annuelle de la période 90-94 (US\$ 24,2 milliards). La composition de ces importations montre la croissante participation internationale dans le secteur productif brésilien, comme le révèle l'importance des importations de matières premières et de biens de capital.

COMPOSITION DES IMPORTATIONS EN 1995

	Participation %
Matières-premières et produits intermédiaires	45,3
Carburants et lubrifiants	10,4
Biens de capital	24,2
Biens de consommation	20,0

La valeur des importations en 1995, qui atteint US\$ 50 milliards, montre comment se sont combinés deux éléments: la stabilisation économique qui, grâce à la récupération du pouvoir d'achat de la devise, a élevé la demande interne et la consolidation de l'ouverture économique, avec l'application, à partir du 1er janvier 1995, du Tarif Externe Commun du MERCOSUD, qui a dessiné un nouveau profil de protection fiscale*.

TARIF MOYEN D'IMPORTATION —1990-95

(en %)

1990	32,2
1991	25,3
1992	16,5
1993	14,0
1994	14,0
1995	12,6

Les exportations ont représenté un total de US\$ 46,5 milliards en 1995, un record historique. Leur composition reflète la diversité de la structure économique brésilienne et l'importance de la présence de produits industrialisés (74,64%).

(*) Voir plus loin.

COMPOSITION DES EXPORTATIONS BRÉSILIENNES EN 1995

(en %)

Produits de base	23,59
Produits industrialisés (Semi manufacturés) (Manufacturés)	74,64 (19,66) (54,98)
Autres	1,77

La liste diversifiée des exportations brésiliennes et la distribution équilibrée des produits du pays dans les marchés les plus riches du monde assurent la stabilité, la possibilité de prévoir le déroulement des échanges commerciaux brésiliens et présentent le Brésil comme un véritable "global trader".

MARCHES ACHETEURS LES PLUS IMPORTANTS EN 1995

(participation en %)

Union Européenne	26,99
ALADI MERCOSUL	21,45 (13,23)
Etats-Unis	18,67
Asie	17,61
Autres	15,28

Le Gouvernement brésilien reconnaît l'importance de l'exportation comme élément de promotion de la croissance économique et de la création d'emplois. Pour cette raison, il accorde la priorité aux actions liées au développement de "nouveaux pôles" d'exportation, au perfectionnement du Programme de Financement aux Exportations, à la création d'un système d'assurance de crédit aux exportations, à l'élimination des impôts indirects frappant les exportations et à la réduction du "Coût Brésil", qui est associé

(*) Voir Annexe, page 43.

aux désavantages typiques que les distorsions de la politique, les fautes gouvernementales ou du marché entraînent.

En 1995, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay ont accompli une étape importante dans le processus d'intégration régionale du MERCOSUD avec la création de l'union douanière. Cette étape permet le libre commerce à l'intérieur de la zone, l'application du Tarif Extérieur Commun, l'élimination des barrières non fiscales, la création d'une nouvelle structure institutionnelle entre les pays et l'adoption d'une personnalité juridique internationale.

Le dynamisme du commerce au sein du MERCOSUD est démontré par la donnée suivante: la valeur totale du commerce du Brésil avec les pays du MERCOSUD est passé de US\$ 3,64 milliards en 1990 (année qui précède la signature du Traité d'Asunción) à US\$ 12,97 milliards en 1995 (première année de fonctionnement de l'union douanière), ce qui représente une croissance de 256% des échanges commerciaux. Un autre aspect de ce dynamisme concerne l'importance croissante des échanges industriels, élément indicatif d'un meilleur usage des économies d'échelle grâce à la croissance du marché régional.

COMMERCE DU BRESIL AVEC LES PAYS DU MERCOSUD— 90/95

(US\$ milliards)

Année	Exportations	Importations	Total
1990	1,32	2,32	3,64
1991	2,31	2,27	4,58
1992	4,10	2,25	6,35
1993	5,40	3,36	8,76
1994	5,92	4,02	9,94
1995	6,15	6,82	12,97

Les relations externes du MERCOSUD confirment le concept d'un régionalisme ouvert. Depuis la création de l'union douanière, le 1er janvier 1995, le MERCOSUD, sous la formule 4+1, a négocié des accords de libre échange avec d'autres pays d'Amérique du Sud. Il participe aussi au processus de création d'une Zone de Libre Echange Américaine (ALCA), dans le cadre continental. De plus le MERCOSUD et l'Union Européenne ont signé, en décembre 1995, un accord de coopération qui aura une importante répercussion dans les rapports économiques et politiques des deux groupes de pays.

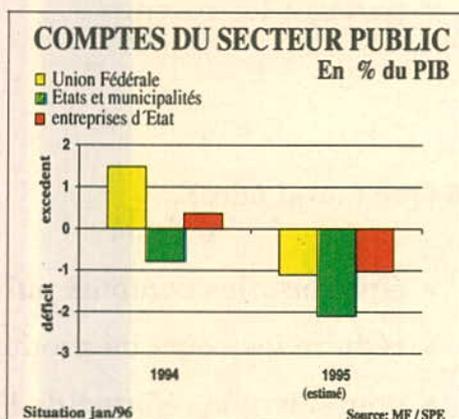
6. QUE VEUT-ON POUR 1996?

- **l'affermissement du Real**
- **des investissements aboutissant à la croissance**
- **de la croissance pour pouvoir partager les revenus**

■ Que faut-il faire?

- **équilibrer les comptes publics**
- **réduire les coûts de production**
- **poursuivre la réforme de l'état**

L'équilibre des comptes publics est une des priorités du gouvernement pour 1996. En 1995 il y a eu un déséquilibre fiscal. Le déficit global a été de 4,2% du PIB en 1995, contre un excédent de 1,1% en 1994. Les comptes de la nation sont passés d'un excédent de 1,48% du PIB à un déficit de 1,1%. En 1995, le déficit des Etats et municipalités, a représenté presque le double du déficit fédéral. Il est passé de 0,79% du PIB, en 1994, à 2,10% en 1995. Dans la plupart des Etats, les dépenses de personnel correspondent à plus de 80% de la recette liquide.



Reforme de l'Etat

La recherche d'un équilibre des comptes publics est une des raisons de la réforme de l'Etat. Pourquoi cette réforme de l'Etat, et quel est le rapport entre celle-ci et le déséquilibre?

En 1995, il y a eu un déficit public malgré une augmentation des revenus de l'Union Fédérale qui a été de 17% en 1995. En même temps le revenu fiscal brut a atteint le record historique de 30%. Il est pratiquement impossible d'imposer de nouvelles taxes à la société. L'effort à être déployé, devra se concentrer sur les dépenses, parallèlement à un effort continu de lutte contre la fraude et la corruption. Cet effort dépend en grande partie des réformes proposées par le gouvernement.

CHARGE FISCALE

En % du PIB courant

ANNÉE	UNION	ETATS	MUN.	TOTAL
1986	16,7	5,1	0,6	22,4
1987	15,3	4,4	0,6	20,3
1988	14,9	4,5	0,6	20,0
1989	14,7	6,9	0,6	22,2
1990	19,9	8,8	0,8	29,5
1991	16,1	7,0	0,6	23,7
1992	17,0	7,2	1,0	25,2
1993	17,6	6,3	0,9	24,8
1994	19,5	7,5	1,3	28,3
1995	20,7	7,8	1,6	30,1

Situation jan/96

Source: MF / SPE

Reforme du système de Sécurité Sociale

Malgré la croissance, en termes réels, de la recette, il y eût un déséquilibre concernant aussi bien le système de Sécurité Sociale, que les comptes de l'Union Fédérale. Pour ce qui est du système de Sécurité Sociale, en 1995 le paiement des prestations est supérieur au prélèvement des contributions.

LES RAISONS DU DEFICIT

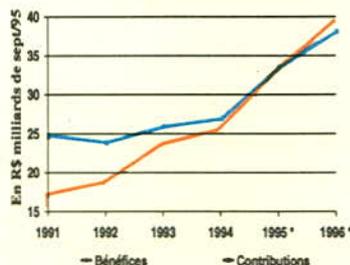
R\$ milliards - prix de sept./95

Année	Personnel et Employés	Prestations Sécurité Sociale	Intéret Dette Liquide
1991	20,9	17,1	2,9
1992	18,8	18,6	10,9
1993	22,3	23,5	7,4
1994	28,4	25,4	8,5
1995	36,0	32,9	11,9

Situation jan/96

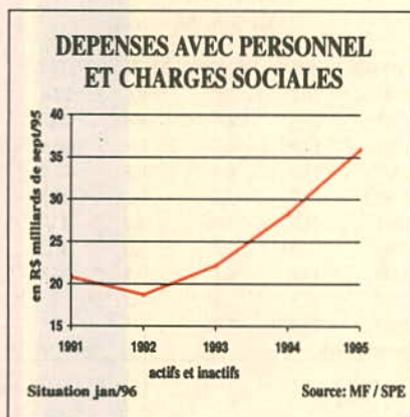
Source: STN/MF - MPAS

CONTRIBUTION DE L'INSTITUT DE SECURITE x PAIEMENT DE PRESTATIONS



Situation jan/96

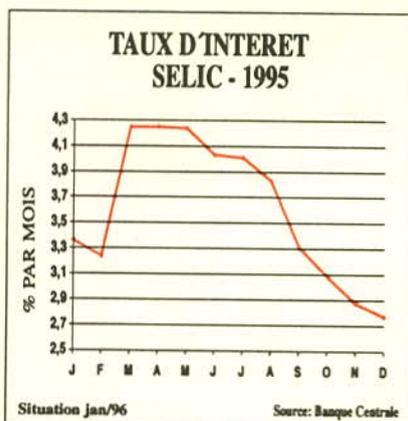
Source: MF / SPE



▲ *Quelles sont les raisons du déficit?*

Les dépenses concernant le personnel et les charges sociales sont passés de R\$ 20 milliards en 1991 à R\$ 36 milliards en 1995. Les dépenses de Sécurité Sociale sont passés de R\$ 25 milliards en 1991 à R\$ 33 milliards. Pendant la même période les intérêts sont passés de R\$ 8,5 milliards à R\$ 12 milliards.

La Sécurité Sociale et les dépenses de personnel sont les deux points qui exercent la plus grande pression sur les comptes fédéraux. Pour finir avec le déséquilibre des comptes publics, la solution est donc une réforme administrative et une réforme de la Sécurité sociale. En ce qui concerne les taux d'intérêt, la tendance à la baisse de ceux-ci, devra continuer en 1996, ce qui va diminuer la pression qui s'exerce sur les comptes fédéraux.



Reforme administrative

La reforme administrative permettra la réduction des dépenses concernant le personnel, une meilleure rémunération des fonctionnaires de l'Etat en activité et une meilleure qualité des services rendus à la population. Voici les points les plus importants de la reforme administrative:

- révision de la stabilité dans la fonction publique;
- augmentations des salaires des fonctionnaires des trois pouvoirs grâce à des projets de loi;
- révision de la gestion des fondations et des organismes autarciques;
- évaluation de la performance de ces organismes et des fonctionnaires de l'Etat;

-
- établissement de nouvelles méthodes de gestion;
 - valorisation de la fonction publique.

Reforme de la Sécurité Sociale

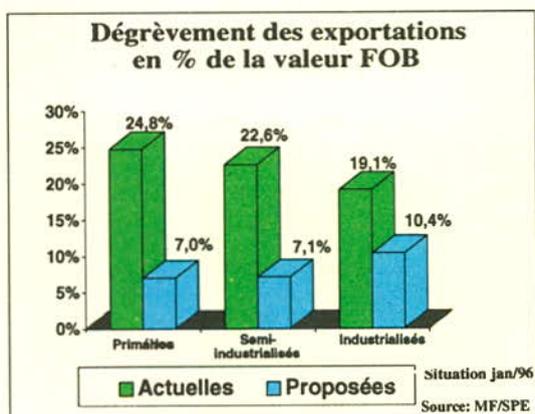
La réforme de la Sécurité Sociale vise à l'équilibre entre les contributions et les prestations et aussi à la correction de privilèges et injustices. Parmi ces derniers, rappelons les cas de retraites à des âges relativement jeunes, les accumulations de retraites ou les versements de prestations trop élevées. Le nouveau modèle de Sécurité Sociale devrait stimuler le développement de l'assurance complémentaire, ce qui permettra une augmentation de l'épargne et des investissements. La retraite liée aux années de contribution et l'établissement d'un âge minimum pour la retraite, seraient deux éléments essentiels de la nouvelle Sécurité Sociale.

Reforme fiscale

La réforme fiscale est à la base de la réduction des coûts de production. Ses buts sont:

- a) dégrèvement de l'investissement; exemption de l'impôt sur la circulation des marchandises et sur les services liés aux nouveaux investissements; exemption de l'impôt sur les produits industrialisés concernant l'acquisition d'équipements, de machines et d'instruments ; réduction de l'incidence du Plan d'Intégration Sociale sur les opérations de prêt en rapport avec des investissements; tarif d'importation zéro pour les machines et autres biens d'équipement jusqu'à décembre 1996; réduction de 50% de l'impôt sur les opérations financières des prêts à des personnes juridiques.

- b) dégrèvement de la production agricole: exemption de l'impôt sur la circulation de marchandises et sur les services concernant les exportations de produits agricoles ou encore concernant plusieurs produits consommés à l'intérieur du pays comme ceux du "panier d'aliments prioritaires";
- c) dégrèvement des exportations: réduction de la charge fiscale totale, en particulier pour des produits primaires, selon le tableau ci-dessous:



Poursuivre la réforme de l'Etat

Au-delà de l'équilibre des comptes publics et de la réduction des coûts à la production, il faudra, en 1996, poursuivre la réforme de l'Etat. Parallèlement aux réformes constitutionnelles, le Gouvernement devra accélérer la vente des entreprises de l'Etat. Le secteur sidérurgique et la pétrochimie, ont déjà été privatisés. Débute maintenant une nouvelle phase où sera traité le problème de la création des conditions d'investissement et d'expansion concernant le secteur des services publics comme la distribution d'énergie, d'eau ou de gaz.

PROGRAMME NATIONAL DE PRIVATISATION

Secteur/Entreprise	Situation actuelle
<i>Chimie/Pétrochimie</i>	
EDN	Enchères suspendues par la cour de comptes
Polipropileno	En phase d'évaluation
Deten	Enchères prévues le 14 décembre 1995, non réalisées
Metanor	En phase d'évaluation
Nitroclor	Enchères interrompues
Polibrasil	En phase d'évaluation
Koppol	En phase d'évaluation
<i>Secteur électrique</i>	
Eletrobrás	Evaluation à engager
Light	En phase d'évaluation
Eletronorte	Evaluation à engager
Eletrosul	Evaluation à engager
Chesf	Evaluation à engager
Furnas	Evaluation à engager
<i>Autres</i>	
RFFSA	En phase d'évaluation
Agéf	En phase d'évaluation
Valec	Evaluation à engager
Banco Meridional	En phase d'évaluation
CVRD	Evaluation à engager

Source: Banque Centrale

PROGRAMME NATIONAL DE PRIVATISATIONSRésultat général de la vente d'actions ¹US\$ millions²

Entreprises	Date des enchères ³	Valeur de lavente	Dettes transférée
1. Usiminas	24-10-91	1.941,2	369,1
2. Celma	1-11-91	91,1	4,5
3. Mafersa	11-11-91	48,8	0,5
4. Cosinor	14-11-91	15,0	0,0
5. SNBP	14-1-92	12,0	0,0
6. Indag	23-1-92	6,8	0,0
7. Piratini	17-2-92	106,7	2,4
8. Petroflex	10-4-92	234,1	20,7
9. Copesul	15-5-92	861,5	9,2
10. Alcalis ⁴	15-7-92	81,4	5,7
11. CST	16-7-92	353,6	483,6
12. Nitriflex	6-8-92	26,2	9,2
13. Fosfértil	12-8-92	182,0	44,0
14. Polisol	11-9-92	56,8	131,0
15. PPH	29-9-92	59,4	35,0
16. Goiasfértil	8-12-92	13,1	9,3
17. Acesita	23-10-92	465,3	232,2
18. CBE	3-12-92	10,9	0,0
19. Poliolefinas	19-3-93	87,1	0,0
20. CSN	2-4-93	1.495,3	532,9
21. Ultrafértil	24-6-93	205,6	20,2
22. Cosipa	20-8-93	585,7	884,2

(à suivre)

Entreprises	Date des enchères ³	Valeur de la vente	Dettes transférées
23. Açominas	10-9-93	598,5	121,9
24. Oxiteno	15-9-93	53,9	2,0
25. PQU	24-1-94	287,5	40,9
26. Arafétil	15-4-94	10,8	1,8
27. Caraíba	28-7-94	5,8	0,0
28. Acrinor	12-8-94	12,1	0,7
29. Coperbo	16-8-94	25,9	0,0
30. Polialden	17-8-94	16,7	1,5
31. Ciquine	17-8-94	23,7	6,3
32. Politeno	18-8-94	44,9	28,4
33. Embraer	8-12-94	192,2	263,4
34. Escelsa*	11-7-95	399,8	2,0
35. Copene*	16-8-95	270,4	342,6
36. CPC*	29-9-95	99,7	27,4
37. Salgema*	5-10-95	139,2	32,0
38. CQR*	5-10-95	1,6	0,0
39. CBP*	5-12-95	0,0	NA
40. Nitrocarbone*	5-12-95	29,6	NA
41. Pronor*	5-12-95	63,5	NA

Source: BNDES/Situation Jan/96

(*) Procédure en marche.

(1) Correspond aux enchères d'actions ordinaires et préférentielles, vente aux employés et enchères du solde (ne prend pas en compte la vente de participations minoritaires).

(2) Les valeurs ont été converties selon le taux du dollar commercial de vente à la date de la liquidation financière de l'opération.

(3) Se rapporte aux enchères principales.

(4) Y compris la parcelle financée de US\$ 32,4 millions (41% de la valeur des enchères).

PROGRAMME NATIONAL DE PRIVATISATIONS
Résultat général de la vente d'actions *

Années	Nombre d'entreprises	Valeur de la vente	Dettes transférées
1991	4	1.613,6	374,1
1992	14	2.401,2	982,3
1993	6	2.620,5	1.561,2
1994	9	1.576,4	348,8
1995	8	1.003,8	404,4
Total	41	9.215,5	3.670,4

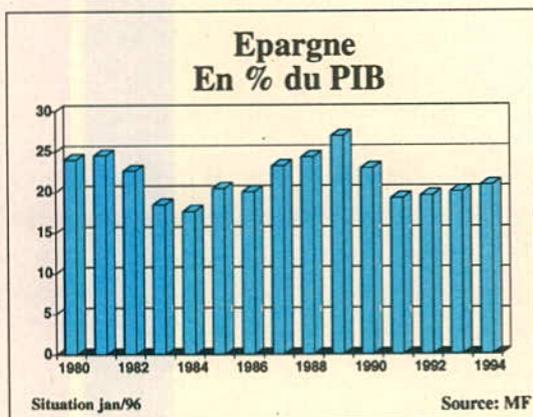
(*) Les valeurs ont été converties selon le taux du dollar commercial de vente à la date de la liquidation financière de l'opération.

▲ *Quels résultats attend-on?*

- **une croissance soutenue**
- **la génération d'emplois**
- **une augmentation des dépenses sociales**

Croissance soutenue

La stabilité économique en 1995 renforce la confiance dans la capacité du Brésil de reprendre un cycle de croissance soutenue avec épargne accrue, accroissement de l'investissement et amélioration de la distribution du revenu. Le but est de faire en sorte que l'épargne globale dépasse l'actuel palier de 17%, pour se placer à 24% du PIB, ce qui a été la moyenne des années 1970. C'est ainsi que, à courte échéance, une proposition de nature non constitutionnelle sera envoyée au Congrès, dont le but est de renforcer les fonds de capitalisation et d'augmenter ainsi l'épargne.



En ce qui concerne les investissements, une augmentation régulière est attendue, aussi bien de la part du secteur privé que du gouvernement, mais aussi de l'étranger. La réduction du "coût Brésil" sera une priorité en 1996. Les investissements, qui, selon les chiffres de la Banque Centrale, on atteint US\$ 3,5 milliards en 1995, devront croître encore d'avantage en 1996. De nouveaux travaux publics seront lancés, les ventes des entreprises d'Etat, les concessions de services publics vont animer le secteur privé, de même que le partenariat entre les secteurs public et privé. Le Plan Pluriannuel 1996-1999 (PPA) mobilisera d'importantes ressources qui seront utilisées pour tout ce qui concerne l'infrastructure et le développement social (75% de ces ressources seront réservées au domaine social).

Plan Pluriannuel 96/99				
Dépenses de l'Union Fédérale				
Valeurs en R\$ millions				
	Investissements	Coûts	Total	%
Infrastructure	47.552	186	47.738	12,3
Agriculture	7.289	6.619	13.908	3,6
Science/Technologie	2.630	3.847	6.477	1,7
Développement Social	23.064	268.594	291.658	75,1
Autres	15.811	12.577	28.388	7,3
Total	96.346	291.823	388.169	100,0
Situation jan/96			Source: PPA	

Génération d'emplois

- En 1996, le Gouvernement essayera de faire face au problème du chômage avec des mesures de nature structurelle (stabilisation économique, augmentation de l'épargne et de l'investissement et réduction des taux d'intérêt). Au-delà de

(*) Voir Annexe, page 43.

ces mesures, le gouvernement devra promouvoir d'autres encouragements, comme :

- réduction des charges sociales;
- soutien à l'ouvrier rural au grâce du PRONAF;
- soutien aux petites et moyennes entreprises, responsables aujourd'hui du 43% de la production nationale et du 59% des emplois occupés dans le pays; le Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme devra promouvoir des politiques de déconcentration géographique, mettre en route le Programme de Soutien à la Production, réglementer la loi sur le traitement juridique simplifié et encourager la coopération internationale;
- promotion de l'artisanat;
- mise à jour de la qualification de la main d'oeuvre;

Augmentation des dépenses sociales

Le gouvernement souhaite favoriser la création d'emplois, établir de conditions économiques favorables à l'amélioration des salaires, continuer à appliquer les mesures politiques adoptées en 1995, en adopter des nouvelles et faciliter les programmes qui multiplient l'éventail des opportunités offertes. Les priorités :

- a) réforme agraire: des fonds pour offrir des parcelles de terre à environ 60.000 familles ont déjà été engagés; mais, en outre, si les changements législatifs proposés par le gouvernement sont approuvés, une accélération du processus d'expropriation va se produire;
- b) éducation: 1996 sera l'année de l'éducation; les programmes qui ont commencé en 1995 seront développés (valorisation de l'enseignant, enseignement professionnel, école par télévision, "*Acorda, Brasil*" "*Reveille-toi, Brésil*");

-
- c) santé: le combat contre la mortalité infantine sera prioritaire, mais aussi l'amélioration de l'assistance dans les ambulatoires et hôpitaux;
 - d) habitation et tout ce qui concerne l'assainissement: des ressources de R\$ 3,8 milliards y seront consacrées.

Le 7 septembre 1995, le Président de la République a lancé une large campagne nationale pour la défense des droits de l'homme. Parmi les thèmes prioritaires figurent: le combat contre la prostitution infantine et juvénile, l'éradication du travail esclave et forcé d'enfants ou d'adultes; la valorisation de la communauté noire, des disparus politiques et des droits de la femme. 1996 sera l'année d'adoption du Programme National des Droits de l'Homme.

CONCLUSION

Les résultats obtenus en 1995 et les propositions pour 1996 mettent en évidence un nouveau projet pour le pays. Le but de ce projet est le changement que la société souhaite et qui est promu par le Pouvoir Exécutif et approuvé par le Congrès.

Les bases de cette transformation du Brésil ont été lancées en 1995: stabilisation de l'économie, réforme de la Constitution et de l'Etat, réorientation de la politique sociale.

En 1996, le pays devra se rendre compte plus clairement des résultats du changement. Une page de l'histoire brésilienne va être tournée, laissant derrière elle l'inflation, le protectionnisme, l'esprit de clientèle et l'indifférence vis-à-vis des dépourvus. Le nouveau pays que le Brésil est en train de devenir devra être stable, plus efficace et plus compétitif, doué d'un appareil d'Etat plus moderne, capable d'offrir de meilleurs services et d'offrir de meilleures chances à ses habitants en essayant de réduire les déséquilibres sociaux et régionaux du revenu.

ANNEXE

REDUCTION DU "COÛT BRÉSIL"

Plusieurs réformes structurelles ont commencé en 1995. Le but de ces réformes est d'augmenter l'efficacité de l'économie brésilienne, d'éliminer les distorsions économiques qui empêchaient la compétitivité du pays. L'ensemble de ces distorsions a été appelé "Coût Brésil" et son élimination est un des buts du gouvernement.

Ce qui a été fait et ce qui reste à faire:

1) Dégrèvement fiscal

Le gouvernement a dégrèvé les exportations du PIS/Cofins (Programme de Intégration Sociale/Contribution au Financement de la Sécurité Sociale) et a réduit les tranches d'imposition sur le revenu des personnes juridiques ainsi que celle de la contribution sur le profit. Grâce à ces mesures, la charge fiscale estimée concernant les exportations de produits industrialisés est passée de 18,6% à 12,9%, celle des produits semi-industrialisés de 22,4% à 17,1%, tandis que celle des produits primaires est passée de 24,6% à 23,1%. La proposition de réforme constitutionnelle prévoit une réduction de l'impôt sur la circulation de marchandises et services — ICMS — et concernant les exportations, une réduction des charges sur les produits primaires, semi-industrialisés et industrialisés qui pas-

seront, respectivement, à 6,8%, 6,9% et 10,1%. Dès que l'amendement constitutionnel sera voté, l'exemption de l'ICMS sur les produits primaires et semi-industrialisés pourra être rapidement appliquée.

CHARGE FISCALE ESTIMEE SUR LES EXPORTATIONS

	Situation anterieure	Apres le degrevement	Apres la réforme constitutionnelle
Industrialisés	18,6%	12,9%	10,1%
Semi industrialisés	22,4%	17,1%	6,9%
Primaires	24,6%	23,1%	6,8%

2) Réduction du coût de la main d'oeuvre

L'excès de charges et une législation arriérée empêchent la création d'emplois et/ou stimulent l'économie informelle. Au Brésil, les charges atteignent 81,9% de la feuille de paie, contre 60% en Allemagne, 58,8% en Angleterre et 51% en Hollande. Le gouvernement veut rendre quelques charges plus flexibles, en stimulant la négociation entre le patronat et les ouvriers.

% DE CHARGES SUR LES FEUILLES DE PAIE

Brésil	81,9%
Allemagne	60%
Angleterre	58,8%
Hollande	51%

De plus, les effets de quelques mesures se font déjà sentir, comme celle appelée Mesure Provisoire qui concerne la participation des ouvriers dans les résultats des entreprises et l'intensification de la formation de la main d'oeuvre. En 1995, le Plan National

de Formation Professionnelle a déjà permis la formation de près de 221.000 ouvriers, contre 90.000 en 1994. En 1996, le but est d'atteindre un million d'inscriptions.

3) Amélioration de l'infrastructure

Les mesures mises en place sont les suivantes:

- les monopoles d'Etat dans les secteurs d'infrastructure sont devenus plus flexibles;
- la privatisation d'Escelsa, l'inclusion de l'Eletrobrás dans le Plan national de Développement, la vente aux enchères de l'entreprise Light et l'appui fédéral aux privatisations dans les Etats, (le programme de vente de CERJ est déjà bien avancé);
- définition des conditions de vente de trois tronçons de la RFFSA;
- en 1995, l'approbation de la loi sur les concessions, a permis l'appel d'offres pour quatre centrales électriques et des appels d'offres concernant encore onze centrales en 1997 qui vont permettre d'atteindre 5,1 mille Mw.
- des travaux vont remettre en fonctionnement 22 centrales qui étaient paralysées, y compris celles d'Ita et Serra da Mesa, avec une prévision d'offre d'énergie de plus de 9,3 mille Mw.
- concession de quatre autoroutes fédérales dans le cadre du programme de concession de autoroutes fédérales, dont la Via Dutra;
- création du groupe exécutif pour la modernisation des ports, qui doit rationaliser la gestion de la main d'oeuvre et des services de douanes et accélérer les concessions de terminaux comme ceux de COSIPA et de Praia Mole. Les actions déjà en cours devront diminuer le coût portuaire d'environ 20% jusqu'à la fin de cette année. De plus, le port

de Sepetiba, dont le quai pour les minerais devra passer à l'initiative privée à partir de cette année est aussi une des priorités du gouvernement.

4) Adéquation du système financier

Les taux d'intérêt élevés, et le montant médiocre des ressources pour l'investissement et le développement technologique sont les deux faces de la même médaille qui créent une forte dépendance vis-à-vis des financements publics. Le Gouvernement propose:

- réduction graduelle des intérêts. Le taux d'intérêt de base est passé d'une moyenne de 4,4% par mois au deuxième semestre de 1994 à 2,5% en janvier de 1996.
- élimination de restrictions imposées au capital financier étranger;
- révision du Programme de financement aux exportations — PROEX, qui finance désormais des biens durables et qui a, cette année, le double de ressources qu'en 1995:
- augmentation de 105% du montant de prêts aux investissements de la part de la BNDES pendant les onze mois de 1995 (par rapport à la même période de 1994);
- remplacement du TR (taux référentiel) par le TJLP (taux d'intérêt à longue échéance) pour le financement de l'investissement industriel. Le TR en avril a atteint 50,6% par an contre 21,9% par an pour le TJLP.
- taux d'intérêt pour le crédit agricole de 16% et la création des crédits pour les petites et moyennes entreprises dans le cadre du Programme de création d'emploi et de revenus — PROGER;
- réduction de tranches du IOF (impôt sur les opérations financières) et de la base d'application du PIS (Programme

d'intégration sociale) pour les opérations de crédit, y compris les investissements productifs.

- création à courte échéance du Fond de retraite individuelle programmée, dont les ressources pourront être dirigées vers l'investissement.

5) Déréglementation

Le gouvernement a éliminé une bonne partie des marges de distribution de l'alcool carburant et de l'essence. Il a réduit les subventions qui faussaient la structure des tarifs d'électricité et de télécommunications et qui augmentaient les prix publics au préjudice du secteur productif. La plupart des réajustements des tarifs publics liés directement au Coût Brésil restent en dessous de l'inflation et cela sans artifices et sans hausse du déficit public. Les prix moyens des carburants, de l'électricité et de la communication pour les entreprises ont diminué, respectivement, de 12,8%, 6,8%, 17,7% depuis la mise en route de Plan Real.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
Secrétariat à la Communication Sociale

avec l'appui
du Ministère des Finances
du Ministère des Relations Extérieures
du Ministère du Plan et du Budget

COLLECTION DE DOCUMENTS DE
LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

PORTUGAIS

1. DISCURSO DE DESPEDIDA DO SENADO FEDERAL
2. DISCURSO DE POSSE
3. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL
4. POLÍTICA EXTERNA
5. A NOVA FASE DA PRIVATIZAÇÃO
6. CONCESSÕES DE SERVIÇOS PÚBLICOS NO BRASIL
7. FATOS E DADOS SOBRE O BRASIL DO REAL
8. REAL UM NOVO COMEÇO
9. PROPOSTA DE REFORMA ADMINISTRATIVA
10. PROPOSTA DE REFORMA TRIBUTÁRIA
11. DIREITOS HUMANOS: NOVO NOME DA LIBERDADE
E DA DEMOCRACIA
12. PLANO DIRETOR DA REFORMA DO APARELHO DO ESTADO
13. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL
14. OS RUMOS PARA 1996
15. COMUNIDADE SOLIDÁRIA: TODOS POR TODOS
16. SOCIEDADES INDÍGENAS E A AÇÃO DO GOVERNO

ANGLAIS

1. PRIVATIZATION ENTERS A NEW PHASE
2. PUBLIC SERVICE CONCESSIONS IN BRAZIL
3. THE RESULTS OF THE REAL PLAN
4. THE TELECOMMUNICATION SECTOR IN BRAZIL
5. BRAZIL 1996: FROM REFORM TO GROWTH

ESTA OBRA FOI FORMATADA
E IMPRESSA PELA
IMPrensa NACIONAL,
SIG, QUADRA 6, LOTE 800,
70604-900, BRASÍLIA, DF,
EM 1996, COM UMA TIRAGEM
DE 1.000 EXEMPLARES

